

de leur père, le 25 juin 1836, au moment où il sortait des Tuileries, pour se rendre au château de Neuilly.

L'assassin, nommé Alibaud, avait déchargé dans la voiture royale un fusil-canne dont le roi n'évita l'atteinte que par le hasard d'un salut adressé aux gardes nationaux de service. Interrogé s'il avait des complices : « le chef de la conspiration, répondit Alibaud, c'est ma tête ; les complices, ce sont mes bras. » Tout annonce, en effet, que ce fanatique n'avait été poussé au crime que par la misère et par un sentiment exalté des actes de rigueur auxquels le gouvernement avait eu recours contre les partis qui menaçaient son existence. La Cour des pairs prononça une condamnation capitale, qu'Alibaud subit avec fermeté.

Un journaliste destiné à faire plus tard quelque bruit dans le monde politique, M. Emile de Girardin, fut à cette époque le promoteur d'une sorte de révolution dans la presse périodique. Il abaissa le prix courant des journaux, et chercha une compensation à ce sacrifice, dans l'élévation du taux des annonces mercantiles et surtout dans l'intérêt qu'il espérait donner à sa feuille, par la publication successive des productions de nos meilleurs romanciers. Cette idée, secrètement encouragée par le gouvernement, que M. de Girardin servait avec intelligence et avec zèle, coûta la vie à M. Armand Carrel, écrivain estimé, républicain modéré, en qui le parti démocratique avait placé depuis longtemps ses plus chères espérances. Blessé de quelques suppositions équivoques, que la *Presse* avait hasardées sur son compte, il provoqua de M. Girardin une explication, dont le résultat fut un duel. Le rédacteur du *National* succomba, vivement regretté de son parti, et même d'un grand nombre de conservateurs, qui pressentaient quels services l'ordre public était en droit d'attendre de cet esprit lumineux et sage, si la France était